

« Transition énergétique,
libérons les solutions »

Débat du 30 mai 2013
à Grande-Synthe

SYNTHÈSE



Thématique traitées

Énergie / Habitat / Démocratie

- Quels emplois avec l'arrêt de réacteurs nucléaires et moins d' énergies fossiles ?
- Comment réduire la demande en énergie des équipements publics et industries lourdes ?
- Comment tenir nos objectifs européens ?
- Comment inciter les propriétaires à faire des travaux de qualité ?
- Qui fera les travaux ?
- Comment consommer peu et vivre bien ?
- Comment aider les citoyens, élus, et professionnels à mieux cerner les enjeux énergétiques ?
- Comment impliquer les habitants ?

Acteurs présents

54 participants

- Citoyens « sans étiquette » 42%
- Associations 27%
- Collectivités, élus 26%
- Syndicats 2%
- Entreprises 3%

5 grands témoins

- Damien Carême, Maire de Grande-Synthe
- Louardi Boughedada, Vice-Président à la Communauté urbaine de Dunkerque
- Elodie Saunié, du service développement durable de Villeneuve d'Ascq
- Julian Mierzejewski, L'Atelier - Université populaire de Grande Synthe
- Louis Monteyne, président de Bâisseurs d'économie solidaire

Idées fortes et propositions

> ENERGIE

La connaissance du territoire et la proximité priment : ressources locales (marines, éolien, biomasse, chaleur fatale), réseau de consommation proche du réseau de production, statistiques de consommation. Sur ce point, il est très difficile d'avoir accès aux comptes d'exploitation des fournisseurs, alors que les collectivités sont propriétaires des réseaux. La loi sur la transition énergétique devra lever ces limites, afin que les intercommunalités soient outillées - avec une compétence énergie - pour évaluer et suivre les zones prioritaires à la réhabilitation.

Les investissements publics doivent se porter sur la R&D et filières de formation/emploi en efficacité énergétique et ENR, avec un rôle fort de la Banque publique d'investissement, et la prise en compte des conversions de métiers (démantèlement du nucléaire).

> UNE PUISSANCE PUBLIQUE EXEMPLAIRE

L'État et les collectivités doivent être exemplaires : réflexion globale sur les flux de bâtiments entiers, fret ferroviaire, externalités négatives à intégrer... Il faut des choix politiques clairs qui orientent les fonds publics vers les aides et prêts en faveur de l'efficacité énergétique, la rénovation thermique et non vers de gros équipements inutiles que l'on continue pourtant à construire. Des freins existent cependant à une démarche volontariste : il est trop coûteux pour une ville de se fournir auprès d'Enercoop plutôt qu'EDF : ce modèle économique est à revoir.

> HABITAT & VIE QUOTIDIENNE

Sur l'habitat et globalement, les participants soulignent l'importance de donner des clés aux habitants et d'encourager leurs initiatives : auto-réhabilitation accompagnée du logement, mutualisation de matériel, achats groupés, échanges de savoirs, troc, covoiturage, réunions "tupperwatt", jardins partagés en pied d'immeubles, coopératives citoyennes de production ENR... Sont attendus de l'Etat et/ou des collectivités : un guichet unique, des maisons-témoins et de courtoisie, des démarches éducatives, des bonus aux projets citoyens ENR, des procédures de raccordement simplifiées, des prêts-relais, etc.

La sensibilisation, l'esprit critique, le goût du travail bien fait sont des notions partagées. Il faut être vigilant à la qualité des produits, des audits et travaux réalisés : attention aux agents commerciaux ou aux DPE peu fiables. Une fois les travaux faits, plus que la norme, c'est le contrôle ce qui compte. Des organismes certificateurs indépendants doivent vérifier que les cibles sont atteintes, avec une exigence de garantie (travaux, matériaux) à 2, 5 ou 10 ans.

Points de discussion

Il y a débat sur les mécanismes de financement, avec des propositions très diverses qui posent toutes questions. Peut-on parier sur un autofinancement du système par les économies réalisées (via des tiers-investisseurs) ? Est-il pertinent de faire baisser le prix des isolants, et quels seraient les moyens et conséquences négatives de cette baisse ? Ne faudrait-il pas à l'inverse augmenter les tarifs de façon volontaire, mais cela est-il acceptable et juste ? L'obligation de rénovation au moment de l'achat est évoquée sans que se poursuive le débat au delà de prêts spécifiques à l'acquisition d'un nouveau logement. Il y a cependant accord sur l'importance d'aides financières locales et de prêts portés par une structure para-publique. Certains participants souhaiteraient par ailleurs qu'on tienne aussi compte des locataires pour qu'ils puissent avoir un rôle dans l'émergence de projets de travaux.

On mise beaucoup sur la conscience citoyenne et la demande sociale pour davantage d'aménagements propices à la transition énergétique (pistes cyclables jardins collectifs...). Mais on observe en même temps que cette demande sociale n'est pas manifeste, qu'elle fait encore défaut. Des participants signalent des injonctions contradictoires : on nous dit de consommer moins et de l'autre côté on surproduit, on est soumis constamment aux spots publicitaires, à « l'intoxication des médias ».

Ce débat amène la question du vocabulaire et du point de départ pour aborder la transition énergétique. Dans des villes où réside une population pauvre, la pertinence de s'appuyer sur des projets concrets apparaît encore plus nettement : s'intéresser par exemple à des problématiques de santé ou de déplacements, pour amener ensuite les personnes à quelque chose de plus global.

Enfin, le niveau de collectivités fait débat. Quel est le bon échelon, de l'Europe à la commune ? Qui fait quoi ? On attend beaucoup des villes qui ne peuvent pas forcément supporter des coûts élevés d'infrastructures (exemple d'un réseau cyclable pour une commune modeste). En outre, lorsque l'on voit des politiques tarifaires ponctuelles pour les transports publics, comme un ticket à 1€ pour 3 jours, pourquoi ne pas appliquer ce tarif à l'année ? D'autres défendent la gratuité des transports publics, sans qu'il y ait consensus sur le sujet.



Un débat préparé et organisé par la Maison régionale de l'environnement et des solidarités et l'Atelier - Université populaire de Grande-Synthe.

Avec la participation de l'ADAV, EDA, Solaire en Nord, Virage Energie Nord Pas de Calais et le pôle coopératif Energie Environnement Nord Pas de Calais.

Avec le soutien de : Ville de Grande-Synthe, Conseil Général du Nord, Conseil Régional du Nord Pas de Calais, ADEME et Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.